

***L'exigence de rupture est portée par les différentes catégories sociales,
devenues acteurs politiques incontournables***

Rabeh Sebaa

Professeur Université Oran 2

Entretien

Reporters : La société civile s'est imposée comme un acteur essentiel du mouvement populaire. Que signifie au juste aujourd'hui le concept de société civile dans le cas algérien ?

Rabeh Sebaa : Cette notion, qui a une histoire, a connu plusieurs glissements sémantiques. A l'origine, elle a été forgée pour exprimer fondamentalement l'idée d'un contre-pouvoir face à la société politique. Dans les sociétés occidentales notamment. Par la suite, son universalisation s'est accompagnée de sa polysémisation. Et donc de son appauvrissement. Parfois son pervertissement. Elle recouvre, à présent, des significations diversifiées. Tant et si bien que son usage, qui varie d'une société à une autre, n'est pas sans charrier une forte charge d'ambiguïté. C'est précisément le cas en Algérie. L'usage de la notion de société civile a connu au moins trois grands moments critiques. Convoqué d'abord pour désigner un mouvement associatif, tous azimuts. Et tous les segments sociétaux prétendant s'inscrire dans le projet de consolidation du lien social. La consolidation du lien social est l'une des missions fondamentales et fondatrices de la société civile. Cette mission n'a jamais été remplie, en Algérie, par les associations satellisées. Ensuite, un second moment, dans la dialectique générale de la mise en scène dudit mouvement associatif, comme l'objet d'une clientélisation ayant pour pendant une instrumentalisation à des fins de soutien, de caution et de consolidation d'un régime en quête de légitimation. Un régime qui cède, en contrepartie, de mirobolantes subventions. Mais également des postes officiels dans l'armature institutionnelle. Une forme de corruption silencieuse qui a gangréné les appareils étatiques. Avec l'assentiment du pouvoir. Et le silence complice de la soi-disant «société civile». Hormis quelques protestations, et quelques dénonciations violemment réprimées, dans le sang et l'indifférence....de la société civile précisément. Un troisième moment, consécutif à la brisure d'octobre 1988, s'est traduit par une relative radicalisation de quelques segments endossant une relative distance critique poussant à repenser la proximité du pouvoir politique. Y compris dans sa version critique.

Quelques segments, libérés de la tutelle du régime et de leur double mission de remplissage des salles et d'applaudimètre collectif, ont trouvé un soutien chez des ONG internationales. Qui ne sont pas toutes désintéressées d'ailleurs. Mais elles constituent un appui inédit et efficace. Ce troisième moment constitue l'embryon d'une société civile en formation. Une société civile en devenir. Une société civile à la recherche d'une vocation. Nous sommes donc face à des segments sociétaux qui ont gagné en maturité. Et qui sont à la recherche de formes d'organisation. La réunion du 15 juin de la société civile pour une sortie de crise en est une illustration.

Quelle lecture faites-vous de la feuille de route de la société civile pour la transition ?

Comme vous le savez, plusieurs feuilles de route en Algérie n'ont pas tenu la route. Pour, au moins, deux raisons. L'absence de conditions propices à leur aboutissement et, surtout, la résistance, pour ne pas dire l'opposition, du régime politique à leur réalisation. Dans cette feuille de route, comme pour les précédentes, le régime algérien y voit les prémices de sa disparition. Comme en octobre 1988, nous sommes face à la même volonté d'obturation. La feuille de route proposée par la réunion du 15 juin à Alger et les étapes pour sa concrétisation sont à la fois intéressantes et sensées. Elles sont le fruit de plusieurs débats contradictoires. Et pour la première fois l'émanation d'une réflexion qui prend ancrage dans le mouvement citoyen algérien. Excellente chose. Mais tout le problème est celui de sa matérialisation. De sa faisabilité. Sachant que les décideurs, qui détiennent le pouvoir réel, considèrent, d'emblée, que ce ne n'est pas leur feuille de route. Une manière de dire que c'est ce centre névralgique du pouvoir qui exerce l'autorité. Une autorité qui ne veut aucunement entendre parler de transition. L'effort intellectuel fourni par les participants à la réunion du 15 juin à Alger est louable, mais il est voué à se fracasser sur la paroi rigide de l'immobilité.

Y a-t-il une cohérence dans la composante de la société civile ?

Par définition, il ne peut pas y avoir de cohérence. Une société civile est de nature et par nature intrinsèquement contradictoire. A fortiori en Algérie. Où se trouvent dans une situation de décomposition-recomposition plus de quatre-vingt-dix associations aspirant à endosser le burnous de la société civile. Sans savoir par quelles épaules il doit être porté. S'il y a une cohérence à chercher c'est bien dans celle qui se trouve dans l'expression sociétale qui unit chaque vendredi, dans chaque «vendredire», une inquiétude irrévocablement questionnante Une espérance intensément désirante.

Vu l'activisme dont elle fait preuve à la faveur du Hirak, est-elle en train de faire de l'ombre aux partis politiques qui seraient dépassés par les évènements ?

Cela fait déjà bien longtemps que ces partis ont perdu toute crédibilité. Je pense que pour le cas de l'Algérie, la notion même de parti est impropre. Il s'agit en fait de groupements et de regroupements d'intérêts conjoncturels en vue d'objectifs, généralement à court terme, visant une parcelle de pouvoir. Ce qui explique qu'en dehors des parenthèses électorales, ils n'ont aucun rôle dans l'organisation de la vie autour de la cité. Ces groupements d'intérêts, aussi nombreux qu'artificiels, ne sont aucunement l'aboutissement d'une pratique politique éprouvée, fondée sur un socle sociétal leur garantissant une sève nourricière. En d'autres termes, ils ne sont pas le résultat d'un processus sociopolitique historiquement daté. Ils se fabriquent de façon spontanée au gré des conjonctures et des alliances politiques. Depuis la marche du 22 février, les manifestants demandent le départ de tous ces partis qui ont servi de caution pluraliste au régime. Ils exigent le renouvellement du personnel politique.

Cette rivalité naissante entre la société civile et les acteurs politiques annonce-t-elle un renouvellement de l'élite politique ?

Quelques figures ont déjà émergé. Certaines sont plébiscitées, d'autres sont en voie de s'imposer. Parmi les questions débattues lors de la réunion du 15 juin, celle de la formation d'une élite politique était récurrente. Cela réfère à une réalité autrement plus complexe. L'absence d'une intelligentsia critique en Algérie. Cette intelligentsia n'a pas pu se former historiquement et sociologiquement. Les pouvoirs successifs en Algérie ont toujours veillé à tuer dans l'œuf toute velléité de constitution de cette intelligentsia. Tant et si bien que nous nous trouvons devant une intelligentsia de substitution, qui explique en partie la médiocrité du personnel politique dans notre pays. A présent, le renouvellement de l'élite politique est l'expression d'une demande sociale. Elle n'a rien de commun avec la situation vaudevillesque où une soixantaine de partis agréés se bousculent pour quelques miettes de pouvoir à chaque échéance électorale et dont l'existence n'a strictement aucun impact sur la vie de la société.

Cela fait plus de 4 mois que le pays est en pleine crise politique et institutionnelle. Y a-t-il des éléments pouvant accréditer la thèse d'une révolution ?

Il s'agit d'un mouvement citoyen sur fond de processus insurrectionnel. Cette double dimension recoupe la notion de révolution. Nous nous trouvons bel et bien face à un élan révolutionnaire. La notion de Révolution s'est chargée de significations différentes en fonction des sociétés et des contextes historiques. Mais elle conserve dans l'imaginaire universel son contenu fondamental et fondateur qui signifie rompre entièrement avec des pratiques et des idées contre lesquelles elle s'exprime. Dans le cas de figure qui nous intéresse, l'unanimité se fait autour du départ du système. Même la feuille de route, mentionnée plus haut, parle de « transition de rupture ». La rupture est le concept-clé de toute révolution.

Cette exigence de rupture est portée par les différentes catégories sociales, qui sont devenues en Algérie un acteur politique incontournable. Aussi l'une des premières lectures consiste à décrypter les sens et les significations non apparentes, mais s'exprimant unanimement comme exigence collective du départ immédiat de ce «système». De toute vraisemblance, nous nous trouvons face à un éveil de la conscience sociétale longtemps tenue dans un état d'engourdissement, voire de léthargie par divers moyens politiques ou économiques.

Entretien réalisé par Amirouche Yazid, Reporters, Juillet 2019